

La débalkanisation des Balkans

Jean-Arnault Dérens

Les deux derniers siècles de l'histoire des Balkans ont été marqués par la progressive affirmation des États-nations qui, revendiquant chacun un territoire spécifique et exclusif, ont réussi peu à peu à détruire l'ancienne réalité multi-religieuse, multi-culturelle et polyglotte de la région. Le nettoyage ethnique n'est pas une réalité nouvelle mais un élément constitutif de ces États.

Avant même l'accaparement exclusif d'un territoire et son «nettoyage» des éléments allogènes, les nationalismes contemporains ont d'abord entrepris de «nationaliser» des réalités hétérodoxes, c'est-à-dire de faire entrer la complexité des sentiments identitaires des populations dans le moule de quelques «grandes» nations, en assimilant peu à peu ce que certains appellent les «ethnies intermédiaires». Les guerres yougoslaves de 1991-1999, celle de Croatie, celle de Bosnie et celle du Kosovo, peuvent apparaître comme une des dernières étapes de cette formation d'États-nations homogènes dans la région. Au prix d'une extrême violence et de la réduction d'une riche complexité humaine et historique à quelques uns de ses plus petits dénominateurs communs, l'idée nationale s'est peut-être définitivement imposée dans les Balkans. Lors d'une conférence de presse tenue durant les frappes de l'OTAN, le ministre des Affaires étrangères britannique Robin Cook avançait l'objectif de «débalkaniser les Balkans». Les animateurs du festival de théâtre alternatif de Podgorica FIAT ont repris cette formule lors de la dernière édition de cette manifestation, en mai 1999. Le terme de "balkanisation" est bien sûr fort négativement connoté, mais au final, ce qui disparaît aujourd'hui, c'est beaucoup de la spécificité des Balkans, une spécificité nullement vouée à engendrer des guerres, mais qui,

issue de l'héritage ottoman, s'est révélée inadaptée à l'heure des Etats modernes. Comment donc peut-on être Pomak, Shestan ou Goranac ? Ces petits peuples ne seront sûrement pas invités à prendre part aux négociations balkaniques, et seul un souci évident de manipulation à amener le gouvernement serbe à inclure des représentants des Roms, des Egyptiens et des Goranci du Kosovo dans sa délégation aux négociations de Rambouillet. Avant d'être une lutte pour des territoire, les conflits «ethniques» dans les Balkans sont une bataille pour savoir à qui revient le privilège de constituer un «peuple». Deux stratégies sont possibles pour les «grands» peuples reconnus comme tels : assimiler de force les petits groupes réfractaires, ou bien au contraire les mettre en avant pour tenter d'affaiblir le peuple concurrent.

Machinerie ethnique au Kosovo

Au Kosovo, vivaient en 1945 deux «peuples» et des «minorités nationales». Le constitutionnalisme yougoslave distinguait soigneusement ces deux catégories. Les «peuples» étaient «peuples constitutifs» de la Fédération socialiste, et disposait d'une République fédérée comme «foyer national». Le nombre n'était en aucun cas un argument. Slovénes, Croates, Serbes, Monténégrins et Macédoniens, disposant d'une République éponyme, étaient des peuples, et furent bientôt rejoints par les Musulmans de Bosnie, auxquels la qualité nationale fut reconnue dans les années 1960 . Par contre, les Hongrois de Voïvodine, les Italiens d'Istrie ou les Albanais n'étaient que des minorités nationales, car chacun de ces groupes pouvaient revendiquer un Etat de référence en-dehors de la Fédération. La constitution de 1963, qui valorisait les compétences des républiques fédérées au détriment du centre fédéral, passa de fait d'un système binaire peuples/minorités nationales à un système trinaire peuples/nationalités/minorités. Les «grandes» minorités, comme les Albanais, étaient ainsi promus à la catégorie intermédiaire, mais sans accéder au statut de peuple. La revendication albanaise de voir le Kosovo devenir une République fédérée de Yougoslavie aurait entraîné l'accession au statut de peuple, de même que reconnaissance de ce statut de peuple aux Albanais aurait nécessairement impliqué l'octroi d'une République... Des centaines d'Albanais du Kosovo sont morts durant les manifestations de 1981 pour cette reconnaissance symbolique.

En 1945, au Kosovo, vivaient les ressortissants des peuples serbe et monténégrin, ceux de la minorité albanaise, auxquels s'ajoutaient

encore des Turcs, des Roms, des Slaves musulmans... Les années 1950 furent marqués par une grande campagne de «turcisation». L'on poussait, souvent par contrainte directe, des Albanais à se déclarer Turcs, dans le but de faire baisser la part relative des Albanais dans la population totale du Kosovo, et même d'amener ces nouveaux «Turcs» à émigrer vers la Turquie . La stratégie du régime consistait donc à valoriser un petit groupe de «troisième catégorie» pour minimiser le poids de la plus grande des «minorités». Il y avait certes quelques Anatoliens au Kosovo, mais bien peu nombreux. Par contre, beaucoup de familles, souvent issues des anciens patriarcats urbains, pratiquaient traditionnellement le bilinguisme turco-albanais, et avaient conservé des liens culturels forts avec le monde turc. Après 1918, les premières vagues de colonisation serbe au Kosovo avaient déterminé un premier exil vers la Turquie, et beaucoup de familles avaient des parents installés dans ce pays. Autant de " Turcs " tout désignés. Par contre, aux heures fastes de l'autonomie albanaise du Kosovo, de 1974 à 1981, les autorités albanaises multiplièrent les pressions pour que des Turcs des recensements des années 1950 et 1960 se déclarent à nouveau comme Albanais. Dans le premier cas de figure, le régime serbe «turcise» de force pour réduire le poids des Albanais, dans le second cas, les autorités désormais albanaises du Kosovo «albanisent» de force pour augmenter l'importance de leur communauté. Les Roms furent victimes du même mouvement, la situation se compliquant par l'émergence, au Kosovo et surtout en Macédoine, dans les années 1980, d'une communauté «égyptienne». La déclaration de nationalité étant libre lors des recensements yougoslaves, une partie de la communauté rom, pour des raisons de stratégies de pouvoir de quelques leaders, s'était scindée en deux branches, l'une se disant toujours rom, et l'autre «égyptienne». D'après le recensement de 1994, l'on compte à peu près autant d'Égyptiens en Macédoine que de Roms.

Les Goranci forment un petit groupe ethnique, au départ étroitement localisé dans la commune de Dragas, au sud du Kosovo, mais qui assume, à l'échelle yougoslave, beaucoup de caractéristiques d'une «ethnie professionnelle». En Croatie, en Bosnie comme en Serbie, encore aujourd'hui, beaucoup de pâtisseries et de boulangers sont goranci. Les Goranci sont musulmans, et parlent une langue slave, plus proche de la norme bulgare que de la norme serbe, encore qu'elle soit truffée d'emprunts albanaïques. Les Goranci pratiquent généralement le trilinguisme langue goranska - serbe - albanais. Ils s'ap-

parentent largement aux Pomaks de Bulgarie et de Grèce ou aux Torbes de Macédoine, c'est-à-dire des Slaves bulgardo-macédoniens convertis à l'islam. Serbes et Albanais du Kosovo ont une même tendance à s'assimiler les Goranci, qui seraient soit des Serbes convertis, soit des Albanais ayant oublié une part de leur héritage national, et notamment leur langue. Les régimes yougoslaves successifs préférèrent plutôt reconnaître la spécificité goranska, élément important de la stratégie de «diversion ethnique» au Kosovo.

La reconnaissance d'un peuple musulman a constitué l'un des choix du Maréchal Tito sur lesquels on a le plus glosé. Avant cette reconnaissance, les slaves musulmans de Bosnie et de toute la Yougoslavie ne pouvaient se définir nationalement que comme Serbes ou Croates, à moins qu'ils ne préfèrent indiquer, lors des recensements, une appartenance nationale «indéterminée» ou «yougoslave». En 1969, un plénum du Comité central du Parti communiste bosniaque reconnaît pleinement le caractère «national» de ce groupe. Les Musulmans de Yougoslavie disposent d'un «foyer national», la République de Bosnie-Herzégovine, mais vivent également dans de nombreuses autres parties du pays, notamment dans la région historique du Sandjak de Novi Pazar, partagée entre les républiques de Serbie et du Monténégro, et au Kosovo. Locuteurs souvent exclusifs du serbo-croate, les Musulmans du Kosovo partagent néanmoins l'identité confessionnelle de la grande majorité des Albanais, et à ce titre, ils jouent par exemple le rôle d'une communauté intermédiaire. Avec le durcissement de l'antagonisme serbo-albanais dans les années 1980 et 1990, les Musulmans du Kosovo furent ballottés d'un nationalisme à l'autre. Ils participent par exemple aux élections clandestines albanaises de 1992 et 1998, mais envoient leurs enfants dans les écoles d'Etat serbes. Les slaves musulmans de Macédoine, les Torbes, se sont trouvés également dans une situation délicate. A l'époque communiste, tout était fait pour les dissuader de se reconnaître comme tels, et surtout, on les empêcha de se définir «Musulmans», lorsque cette catégorie nationale fut reconnue. La politique officielle voulait en effet les pousser à s'assimiler aux Macédoniens, afin de gonfler les effectifs de ce peuple dont la reconnaissance avait été l'une des fiertés du régime titiste. La pression se relâcha dans les années 1970, et les effectifs des Torbes bondirent de 1248 individus à 39555 entre les recensements de 1971 et de 1981. Après l'éclatement de la Yougoslavie, les Torbes furent soumis à la pression des partis politiques albanais de Macédoine, qui les poussèrent à l'assimilation, l'islam se révélant ici

encore facteur homogénéisant.

Alors que des raisons tactiques peuvent inciter ponctuellement les autorités serbes à valoriser la spécificité de petits groupes nationaux, les deux nationalismes dominants du Kosovo, ainsi que le nationalisme albanais de Macédoine, simple défalque de son «grand-frère» kosovar, ont sommé les petites communautés intermédiaires de s'assimiler. Les intellectuels de tous les camps assument et justifient l'opération, en expliquant que ces «ethnies intermédiaires» n'auraient pas achevé leur «prise de conscience nationale». Le propos est téléologique, le terme prédéfini de l'évolution nationale des Goranci étant ainsi de se sentir Serbes ou bien Albanais. La guerre actuelle du Kosovo ne semble guère pouvoir se terminer autrement que par la victoire définitive d'un de ces deux nationalisme. Serbe, ou beaucoup plus probablement albanais, le Kosovo est appelé à devenir un territoire ethniquement homogène.

Les traces de l'ancienne mosaïque

Dans un contexte de polarisation nationale, la mosaïque identitaire typique des Balkans ottomans semble donc vouée à la disparition. Le région de Bar, sur le littoral monténégrin, a pourtant encore conservé cette diversité identitaire. Ici, vivent des Monténégrins orthodoxes et des Slaves musulmans - qui tantôt adhèrent à l'identité nationale «musulmane» telle que définie dans la Yougoslavie titiste, tantôt distinguent l'identité nationale monténégrine de leur identité confessionnelle -, mais aussi des Albanais, des Shestani, des Bregasorë et des Malësorë.

Les Shestani sont très fiers de leur catholicisme et revendiquent comme facteur identitaire leur bilinguisme serbo-albanais, les deux langues ayant à leurs dires pour eux le même statut de langue maternelle. Le petit village de Shestan, sur les bords du lac de Skadar serait le berceau de ce peuple. En fait, des Shestani vivaient aussi dans la région de Zadar, sur la côte dalmate. Le plus probablement, ces Shestani sont des Albanais catholiques ayant fui la domination ottomane vers les possessions vénitiennes. Quoiqu'il en soit, dans le région de Bar, les Shestani sont en contact direct avec des populations albanaises, fort souvent comme eux catholiques, mais ils refusent pour autant l'assimilation. De même, les *Malësorë* - «ceux de la montagne» en albanais - et les *Bregasorë* - «ceux de la plaine» - sont incontestablement des Albanais. Mais si Shestani, Malesorë et Bregasorë

acceptent de se définir comme «albanophones», ils refusent l'identification à la catégorie nationale albanaise. Pour les intellectuels albanais, «ils n'auraient pas achevé leur prise de conscience nationale», mais dans les faits, cette pluralité des sentiments d'appartenance permet d'éviter un affrontement frontal entre le groupe national monténégrin et le groupe national albanais, et s'articule à l'adhésion à un projet politique de citoyenneté monténégrine. Si par contre, les affrontements politiques et nationaux devaient se durcir au Monténégro, ces communautés résiduelles seraient sans aucun doute sommées de s'assimiler à l'une des «grandes nations» en conflit. L'affirmation nationale ou ethnique est donc toujours à la croisée de quatre démarches : le rôle du pouvoir central qui peut dicter ou interdire telle ou telle affiliation, les pressions éventuelles d'un groupe national éventuellement minoritaire mais déjà bien constitué qui tend à assimiler des éléments encore rétifs, les stratégies de survie qui amènent un groupe à revendiquer sous des formes changeantes son identité, et les circonstances politiques et culturelles qui amènent les individus à cultiver leur singularité ou au contraire à s'assimiler à un groupe déjà constitué.

La formation des groupes d'appartenance est fluctuante et objet d'âpres batailles. Dès l'origine, c'est-à-dire dès le début de leur marche vers l'indépendance, les États balkaniques émergents ont mené de pair les deux politiques d'expulsion - voire de massacre des éléments hétérogènes - et d'assimilation plus ou moins forcée de ceux qui pouvaient se trouver en symbiose avec les nouveaux projets nationaux. La réalité est d'autant plus réfractaire à un schéma général d'analyse que ces nouveaux États balkaniques vont situer leurs projets nationaux à la croisée de plusieurs conceptions de la nation.

Le projet national serbe est héritier de l'existence reconnue d'un peuple serbe dans les spécificités dictées par les cadres de l'Empire ottoman, des expériences historiques spécifiques de ce peuple au Moyen Âge, bien évidemment très largement réinterprétées à l'époque contemporaine, et de l'apport des différentes théories politiques occidentales, principalement de la double influence des nationalismes romantiques et de la Révolution française.

L'Empire ne connaissait pas de catégories «nationales», mais ne regroupait les sujets que dans le cadre du millet, de la communauté confessionnelle. En plus du rûm millet, censé regrouper tous les chrétiens orthodoxes de l'Empire, le patriarcat oecuménique et la Porte reconnurent un patriarcat de Serbie. Ce patriarcat, restauré en 1557, fut supprimé, sous pression du Phanar, en 1776. Le cadre d'apparte-

nance est confessionnel et non pas national, il n'est pas non plus territorial. Tous les chrétiens serbes, où qu'ils se trouvent, étaient placés sous la juridiction de ce siège patriarcal, et dans le processus d'ethnogenèse du peuple serbe, reconnaître cette autorité patriarcale valait adhésion à la «serbitude».

Un peuple souvent oublié a profondément marqué l'histoire des Balkans, le peuple vlach. Les Vlachs, Koutsovalaques, Tzintzares ou Aroumains, hormis un noyau territorial de forte concentration dans les montagnes du Pinde, en Grèce du nord, étaient semi-nomades et largement disséminés à travers la péninsule balkanique. Parlant une langue latine, proche mais différente du roumain moderne, les Vlachs sont orthodoxes, et ont présenté, au cours de leur histoire, une étrange faculté d'assimilation. Lorsqu'ils étaient présents dans des zones où les Serbes étaient le seul élément orthodoxe, ils fréquentaient les églises serbes, reconnaissaient l'autorité du patriarche, et entreprirent de se «serbiser». Beaucoup de Serbes contemporains ont des origines vlachs, et cet exemple révèle le rôle du facteur religieux comme élément intégrateur à la nation en train de se définir.

A partir de la première insurrection de 1804, les Serbes ont utilisé leur identité confessionnelle comme fondement d'une identité et d'un projet politique. Beaucoup de Vlachs ont pu choisir d'assumer cette identité politique et de perdre ainsi leurs caractéristiques linguistiques et culturelles en se fondant dans ce peuple serbe en train de se constituer. A l'inverse, les tentatives d'affirmation nationale de Vlachs, c'est-à-dire les tentatives visant à transformer des communautés caractérisées par un habitus culturel et linguistique singulier en un «peuple» sujet d'un projet national pouvant déboucher sur une revendication étatique, ont été condamnées à l'échec. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, les efforts de Margarit Apostol pour promouvoir les écoles en langue aroumaine dans les territoires encore contrôlés par la Porte en Europe, essentiellement en Macédoine, n'ont peut-être connu qu'un succès limité justement parce que les Vlachs ne posaient la revendication d'un Etat-nation au coeur de leur démarche.

Emergence des Etats-nations et naissance des «minorités»

La formation des Etats modernes dans les Balkans aux XIXe et XXe siècles se présente comme un processus où l'Etat est toujours défini comme le lieu de réalisation d'une nation - à l'inverse de la situation de pays d'Europe occidentale comme la France, où les cadres de l'Etat

ont commencé de se construire, dès le XIIe siècle, avant toute affirmation d'une nation. L'Etat, conçu comme l'Etat-nation d'un seul peuple est d'emblée exclusif. Les différentes communautés sont sommées de s'assimiler à la nation dominante, ou bien de se satisfaire du statut peu enviable de «minorité». Aux temps de l'Empire ottoman, lorsque la catégorie de «nation» n'existe pas, il n'existe pas plus de concept de «minorité nationale». Les nouvelles minorités qui se trouvent justement créées par l'émergence des nations doivent s'accommoder d'une citoyenneté de seconde zone, lorsqu'elles ne sont tout simplement pas chassées du nouvel Etat. L'enchevêtrement des groupes nationaux met souvent des peuples en situation contradictoire : titulaire d'un Etat-nation éponyme, une autre fraction de ce même peuple est en situation minoritaire dans un autre Etat, justifiant toutes les revendications d'irréductibilité, l'Etat-nation de référence se posant volontiers en «protecteur» de la fraction minorisée, quitte à supposer une identité nationale pas toujours évidente pour les premiers intéressés.

Les Macédoniens slaves sont probablement le peuple à l'identité la plus controversée des Balkans. La Yougoslavie socialiste de Tito avait reconnu l'existence d'un peuple macédonien, locuteur d'une langue spécifique, différenciée du serbe et surtout du bulgare. Pourtant, lors de la phase finale de la décomposition de l'Empire ottoman, à la fin du XIXe siècle, la «question de Macédoine» avait été le terrain privilégié d'affrontements des nationalismes serbe, grec et bulgare. Les statistiques étaient parmi les principales armes de bataille.

Les populations de la Macédoine ottomane

(D'après G.Castellan, op.cit., p. 355)

	Statistiques bulgares (1900)	Statistiques grecques (1904)	Statistiques serbes (1889)
Turcs	499 200	634 000	231 000
Bulgares	1 181 000	332 000	57 600
Grecs	228 700	652 700	201 100
Serbes	700		2 048 000
Valaques	80 700	25 100	69 600
Albanais	128 700		165 000
Juifs	67 800	53 100	64 600
Tsiganes	54 500	8 900	28 700
Divers	16 500	18 600	3 500
Total	2 258 000	1 724 000	2 870 000

Le tableau met en lumière deux situations extrêmes : pour les Bulgares, on ne trouve presque aucun Serbe en Macédoine, tandis que pour Belgrade, les Serbes constituent, et de loin, la groupe le plus nombreux de la population macédonienne (71,3% du total). Toutes les statistiques reconnaissent que la majorité de la population de la Macédoine est slave, mais qui est Serbe, qui est Bulgare ? Ou plutôt, qu'est-ce qu'être Serbe ou Bulgare veut donc dire ? Le prosélytisme scolaire et religieux essayait d'attirer vers l'une des deux nations une population flottante, dont les parlers étaient, le plus souvent, plus proches de la norme bulgare que de la norme serbe. La question de Macédoine illustre comment deux combats, en fait, se menaient de front : le premier contre la Porte, le second, et peut-être le plus ardent, visait à faire adhérer des populations à l'identité encore incertaine à l'une des nations en formation. Il fallait «nationaliser» les Macédoniens, c'est-à-dire les amener à se reconnaître dans l'un ou l'autre des Etats-nations en construction.

La paix de Bucarest (1913) partagea la Macédoine en trois : la Grèce recevait la Macédoine égéenne autour de Salonique, soit près de 50% du territoire total, la Serbie la Macédoine du Vardar autour de Skopje (40%), et la Bulgarie seulement 10% du territoire avec la Macédoine du Pirin. Mais ce n'est qu'avec la Seconde guerre mondiale que la question de Macédoine trouvera un épilogue provisoire. A partir de 1945, la Macédoine du Vardar fut l'une des Républiques fédérées yougoslaves, et le régime titiste déploya de gros efforts pour promouvoir une identité nationale macédonienne, passant notamment par la codification d'une langue littéraire macédonienne distincte et du serbe et du bulgare. La reconnaissance d'une nation macédonienne resta toujours pomme de discorde entre les régimes communistes de Yougoslavie et de Bulgarie, et l'indépendance de la République de Macédoine, en 1992, suscita de nouvelles discordes. En prenant comme drapeau le soleil d'Alexandre, le nouvel Etat entendait bien fonder une continuité entre une réalité territoriale - la Macédoine héritière géographique de la Macédoine antique - et un peuple, les Macédoniens slaves qui n'avaient rien de commun avec les antiques Macédoniens. La Grèce poussa les hauts cris et refusa même qu'un État puisse prendre le nom de Macédoine, propriété exclusive du patrimoine hellénique. Le compromis ne fut trouvé qu'en 1994, avec la reconnaissance de l'Etat sous le nom de Former Yugoslavia's

Republic of Macedonia (FYROM). Du côté bulgare, le nouvel Etat indépendant avait tout de suite été reconnu, mais toujours pas l'existence d'une nation macédonienne spécifique. Vu de Sofia, Macédoine - FYROM et Bulgarie seraient les deux États d'un seul et même peuple bulgare. Ce n'est qu'au début 1999 que le gouvernement bulgare a avancé vers la reconnaissance d'une langue et d'un peuple macédoniens .

Aucun groupe se considérant comme «nation» n'accepte de bon cœur le statut de «minorité». Les Albanais de Yougoslavie dénonçaient volontiers la contradiction d'être, numériquement parlant, le troisième peuple en importance de l'ancienne Yougoslavie socialiste et de n'être considérés que comme une «minorité» . Les Albanais de Macédoine - 24% de la population du pays selon le recensement de 1994, mais les Albanais prétendent eux-mêmes être plus nombreux, jusqu'à représenter 35 ou 40% de la population - n'ont jamais accepté la nouvelle constitution de la République indépendante, qui définit le pays comme «l'Etat-nation» des seuls Macédoniens. Se basant sur leur poids démographique, ils veulent une égalité de statut dans la République, qui ne passent pas par la simple reconnaissance de droits et de garanties juridiques mais par l'octroi d'une reconnaissance symbolique égale à celle des Macédoniens, le peuple éponyme de la République. Les évolutions du conflit au Kosovo risquent de reposer dramatiquement la question de la survie d'une entité macédonienne spécifique. En effet, l'afflux massif des réfugiés albanais du Kosovo peut modifier durablement la structure ethnique de la République, tandis que l'attractivité d'un Kosovo autonome voire indépendant risquerait de radicaliser encore la population albanaise de Macédoine.

De même, les Serbes de Croatie n'ont pas accepté d'être rétrogradé du statut de peuple dont ils jouissaient dans toute l'ex-Yougoslavie à la simple catégorie de «minorité». Le gouvernement de la Croatie nouvellement indépendante, en 1991, a multiplié les provocations à l'égard de la communauté serbe, mais quand bien même les droits et les protections les plus élevés lui auraient-ils été accordé en tant que «minorité», cette communauté ne pouvait s'accommoder de ce discrédit symbolique. La revendication de voir «*tous les Serbes continuer à vivre dans un seul Etat*» traduisait une volonté de conserver l'ancien cadre constitutionnel yougoslave. Même dotée des plus hautes protections, aucune communauté ne veut devenir «minorité» face à un groupe dominant.

La guerre du Kosovo risque de parachever le processus de forma-

tion d'Etat-nations homogènes. Pour l'instant, la Croatie de Franjo Tudjman fait figure de seul et grand vainqueur des guerres yougoslaves. Réduits à 3% de la population, les Serbes sont en train de disparaître d'une Croatie constituée comme Etat-nation exclusif des Croates. L'équilibre délicat des accords de Dayton, qui avaient mis fin à la guerre de Bosnie à l'automne 1995, maintient le principe d'un Etat bosniaque unitaire, mais qui se décompose en fait non pas seulement en deux «entités», la Fédération croato-bosniaque et la Republika srpska, mais en trois micro-Etats ethniques. Les retours de réfugiés d'une zone à l'autre sont dérisoires, et seul le protectorat politique et militaire de la communauté internationale maintient la fiction d'un Etat bosniaque unitaire.

Pourtant, deux nationalismes restent à ce jour insatisfaits, le nationalisme albanais et le nationalisme serbe. Tant que les Albanais du Monténégro (10% de la population du pays) et ceux de Macédoine conservent un statut pour eux insatisfaisants de «minorité», même dotée de droits consistants, la question d'une unification nationale des territoires peuplés - entre autres, car ces territoires ne sont presque jamais mono-ethniques - d'Albanais reste posée, et est lourde conflits potentiels. De même, les Serbes, oscillant en permanence entre une affirmation nationale spécifique et l'aspiration «yougoslave» fédéraliste, doivent accepter pour de bon la disparition de la Yougoslavie et leur impressionnante série de défaites militaires, depuis la retraite de Krajina en 1995 jusqu'à la guerre contre l'OTAN de 1999.

Aujourd'hui, les Serbes doivent accepter une situation de minorité en Croatie, sous peine de voir toute trace de leur peuplement disparaître de cette république, tandis que la République serbe de Bosnie, sauf à supposer une éternelle perpétuation du protectorat internationale risque fort de finir par rejoindre une Serbie qui, pour sa part, présente au final le paradoxe d'être, avec la Macédoine, l'Etat le plus multi-ethnique des Balkans. Dans le cas de la Serbie, l'antidote paraît tout trouvé : la démocratie permettrait seule de sauvegarder la légitimité d'un Etat commun aux Serbes, aux Roms, aux Hongrois de Voïvodine, aux Musulmans du Sandjak, voire peut-être même encore aux Albanais du Kosovo. A moins de supposer que l'évolution vers des Etats mono-ethniques représente une évolution à long terme incontournable. Ce qui voudrait dire que la Serbie ou la Macédoine, et peut-être aussi le Monténégro, sont encore loin du terme du processus interminable d'émiettement.

Cette affirmation vers des nationalismes homogènes, qui prend sa

racine dans les aspirations libératrices du siècle dernier, et qui passe inmanquablement par des épisodes de «nettoyage ethnique» plus ou moins violents, n'a cessé de se heurter à l'ancestrale réalité pluri-culturelle et pluri-nationale des Balkans. Aujourd'hui, la «débalkanisation» des Balkans est presque arrivée à son terme, au prix du bain de sang des guerres yougoslaves, et les États qui commencent à émerger, encore chancelants, du chaos, ont beau être censé satisfaire les «aspirations nationales» des principaux peuples de la région, leur stabilité paraît des plus incertaines. Les jours des «petits peuples» résiduels, sommés de s'assimiler à l'un des nationalismes dominants, sont aussi sûrement comptés. La seule chose certaine semble bien être l'ampleur de ce qui a été, à jamais, perdu.

Jean-Arnault Dérens est journaliste, Cetinje, rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*, <http://bok.net/balkans/>.

